

Bande de Communistes



Taxer le capital, quelle idée !

Avec la publication du rapport parlementaire sur l'utilisation des 211 milliards d'aides publiques aux entreprises et le plébiscite par les Français de la « taxe Zucman », la taxation du patrimoine des ultras-riches est devenue un thème central du débat public. Les débats budgétaires au parlement ont, plus que jamais, révélé le marqueur politique entre la gauche et la droite : dégager de nouvelles recettes en taxant les ultras-riches ou bien trouver des économies en baissant les dépenses publiques.

Les chiffres qui sont sur la table sont indécentes.

Le magazine Challenges chiffre à 1128 milliards d'euros le patrimoine des 500 plus grandes fortunes de France. Des fortunes qui n'ont pas été acquises par le travail, mais qui ont été accumulées par héritage, spéculation financière, évitement et exil fiscal, exploitation des travailleurs et des consommateurs. Les 10 familles les plus riches du classement Challenges naviguent essentiellement dans le luxe, les vins, la grande distribution, l'armement, le numérique, les télécoms et les médias. Elles ont pour nom Hermès, Arnault, Bettencourt, Dassault, Saadé, Niel, Mulliez... Des milliardaires dont le taux d'imposition personnel sur le revenu est de l'ordre de 2 % ! Les pertes de recettes pour le budget de l'État sont considérables !

L'objectif de ces familles est d'accumuler toujours plus de capital et d'organiser leur héritage par des montages financiers complexes. Nul ruissellement à attendre, nul bénéfice pour l'emploi ou le pouvoir de vivre des travailleurs, nulle redistribution par l'impôt : la solidarité nationale des riches s'arrête aux portes du 7^e arrondissement.

Contrairement à ce que martèlent les médias qui leur sont affiliés, les ultras-riches ne sont pas nécessaires au fonctionnement de l'économie, ils la minent. Et ils détiennent le pouvoir économique et médiatique d'influence pour que les politiques prennent les décisions qui leur sont favorables.

Taxer le patrimoine comme le propose l'économiste Gabriel Zucman, c'est nous réapproprié, modestement, une part des richesses produites par notre travail qui nous a été confisquée, c'est remettre, un peu, de justice fiscale, c'est trouver des sources de financement pour la protection sociale, les services publics, la recherche et les collectivités territoriales. C'est remettre en cause la politique d'austérité que la droite impose au plus grand nombre en ne voulant pas toucher aux privilèges.

Taxer le capital c'est se donner les moyens de faire une politique de gauche au niveau national et local. Et contrairement à ce qu'on nous rabâche, ça peut marcher...



LUTTE DES CLASSES : MATIÈRES PREMIÈRES



D'un Z qui veut dire Zucman

Alors que les inégalités explosent, une poignée d'ultra-riches accumule des fortunes colossales en échappant largement à l'impôt. Cette injustice fiscale est devenue insupportable, tant

Grâce à un travail de la gauche, la question du partage des richesses et la justice fiscale sont revenues au centre du débat public, reléguant les discours haineux et clivants de l'extrême-droite au second plan. De ce fait, la taxe proposée par Gabriel Zucman fait le buzz, et signe le début d'une lutte politique majeure.

Son constat est simple: en France, les ultra-riches ne paient pas leur juste part d'impôts. En effet, les ultra-riches ne paient en moyenne qu'environ 2 % d'impôts sur leurs revenus réels, quand un salarié est imposé bien davantage; ce

grâce à des montages financiers et niches fiscales, notamment le recours à des holdings qui permettent de soustraire les dividendes à l'impôt sur le revenu. Les riches peuvent en fait choisir quand et comment déclarer leurs revenus, là où les travailleurs sont prélevés à la source. Le système fiscal actuel est donc profondément biaisé du fait de choix politiques favorables au capital.

Sa proposition est donc tout aussi simple: une taxe plancher de 2 % sur tous les patrimoines supérieurs à 100 millions d'euros. Pour les milliardaires, en effet, le taux de rendement de la fortune s'élève en moyenne à 6 % par an. Une contribution incompressible à 2 % amputerait ce rendement d'un tiers: cela reviendrait à un impôt sur le revenu de 33 % en moyenne. Celle-ci ajoutée à l'impôt sur les sociétés, porterait leur taux de prélèvement obligatoire global à 50 % ou 55 %, soit à peu de chose près ce que paye le Français moyen à travers les impôts, la TVA, et les prélèvements sociaux. Il insiste sur un point central: la complexité fiscale profite toujours aux plus riches, et plus le système comporte d'exceptions, plus il est contournable. C'est pourquoi il défend une taxe simple, basée sur le patrimoine réel, avec un taux minimal incompressible et sans exonération possible.

La taxe Zucman pourrait rapporter près de 20 milliards d'euros par an

L'objectif de Zucman est clair: rétablir l'égalité devant l'impôt, telle que consacrée dans l'article 13 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, et mettre fin à une situation où les plus riches paient proportionnellement moins que les travailleurs.

La taxe Zucman pourrait rapporter près de 20 milliards d'euros par an, et ce en ne concernant qu'un nombre très limité de contribuables. Ces nouvelles ressources pourraient alors être utilisées pour répondre aux besoins sociaux actuels: hôpitaux, éducation, sécurité sociale, transports, transition écologique...

Contrairement à ce que ses opposants peuvent dire, cette taxe n'est pas néfaste pour l'économie française. Bien au contraire, elle pourrait même favoriser l'innovation et le développement grâce aux réinvestissements dans l'éducation et la recherche. Les résistances à ce projet sont déjà fortes et très souvent relayées dans les médias concentrés dans les mains des ultra-riches, car les intérêts en jeu sont immenses. La justice fiscale n'en reste pas moins un combat primordial de la démocratie.



Cette taxe Zucman permet de mettre des mots et des chiffres sur un scandale que des millions de personnes vivent au quotidien, et il est donc important de continuer à la soutenir. Taxer les riches n'est en rien une position radicale, il s'agit simplement d'un choix politique juste.

“ON DIT QUE CHRISTOPHE COLOMB ÉTAIT LE PREMIER ÉCONOMISTE. QUAND IL EST PARTI, IL NE SAVAIT PAS OÙ IL ALLAIT. QUAND IL EST ARRIVÉ, IL NE SAVAIT PAS OÙ IL ÉTAIT. ET TOUT CECI ÉTAIT FAIT GRÂCE À DES SUBVENTIONS PUBLIQUES.” BLAGUE D'ÉCONOMISTE

Les aides qui valaient 211 milliards

Mais où est donc passé l'argent public? Les caisses sont vides, le budget non adopté. Alors, le gouvernement cherche des économies sur la sécurité sociale, sur l'école, sur l'hôpital, bref sur nos services publics. Pourtant, à y chercher de plus près, de l'argent il y en a. Deux cent onze milliards d'euros. C'est le montant vertigineux des aides publiques versées aux entreprises en France en 2023, selon le rapport de la commission d'enquête du Sénat rendu le 1^{er} juillet 2025.

Les sénateurs, communiste et républicain, Fabien Gay et Olivier Rietmann, ont tenté pendant plusieurs mois de comprendre quelles sont ces aides mais aussi à qui et pourquoi elles sont distribuées. Il faut dire que le travail ne leur a pas été rendu facile: plus de 2200 dispositifs, pas de données statistiques fiables, un gouvernement incapable de les évaluer... bref un travail de titan dans une véritable jungle législative et réglementaire. Cinquante-huit auditions ont été menées. Trente-trois dirigeants de grandes entreprises ont été entendus. Résultat, si ces aides sont utiles pour soutenir les PME et le tissu industriel, certaines grandes entreprises en abusent franchement.

Auchan, Michelin, ArcelorMittal, STMicroelectronics et LVMH ont tous en point commun d'avoir touché plusieurs millions d'aides publiques et d'avoir

annoncé au même moment des plans de licenciement massifs. Plan social pour 1254 salariés chez Michelin et 600 salariés chez ArcelorMittal. Suppression de 1000 postes chez STMicroelectronics et 1200 chez LVMH. Et si ces suppressions d'emplois étaient justifiées par une baisse d'activité? Alors pourquoi les dividendes atteignent des niveaux records? Pourquoi des milliers de salariés d'Auchan sont restés sur le carreau alors même que le groupe versait la même année plus d'un milliard d'euros à ses actionnaires? Les chiffres ont de quoi intriguer!

Subvention à la production, allègement de cotisations sociales, crédit d'impôt recherche, pacte Dutreil, aide à l'apprentissage... Le constat des sénateurs est clair. Ces aides ne sont pas suffisamment contrôlées. Est-il normal qu'une entreprise puisse empocher les aides puis fermer les usines? La moindre des choses serait de les conditionner pour qu'elles atteignent véritablement le

Est-il normal qu'une entreprise puisse empocher les aides puis fermer les usines?



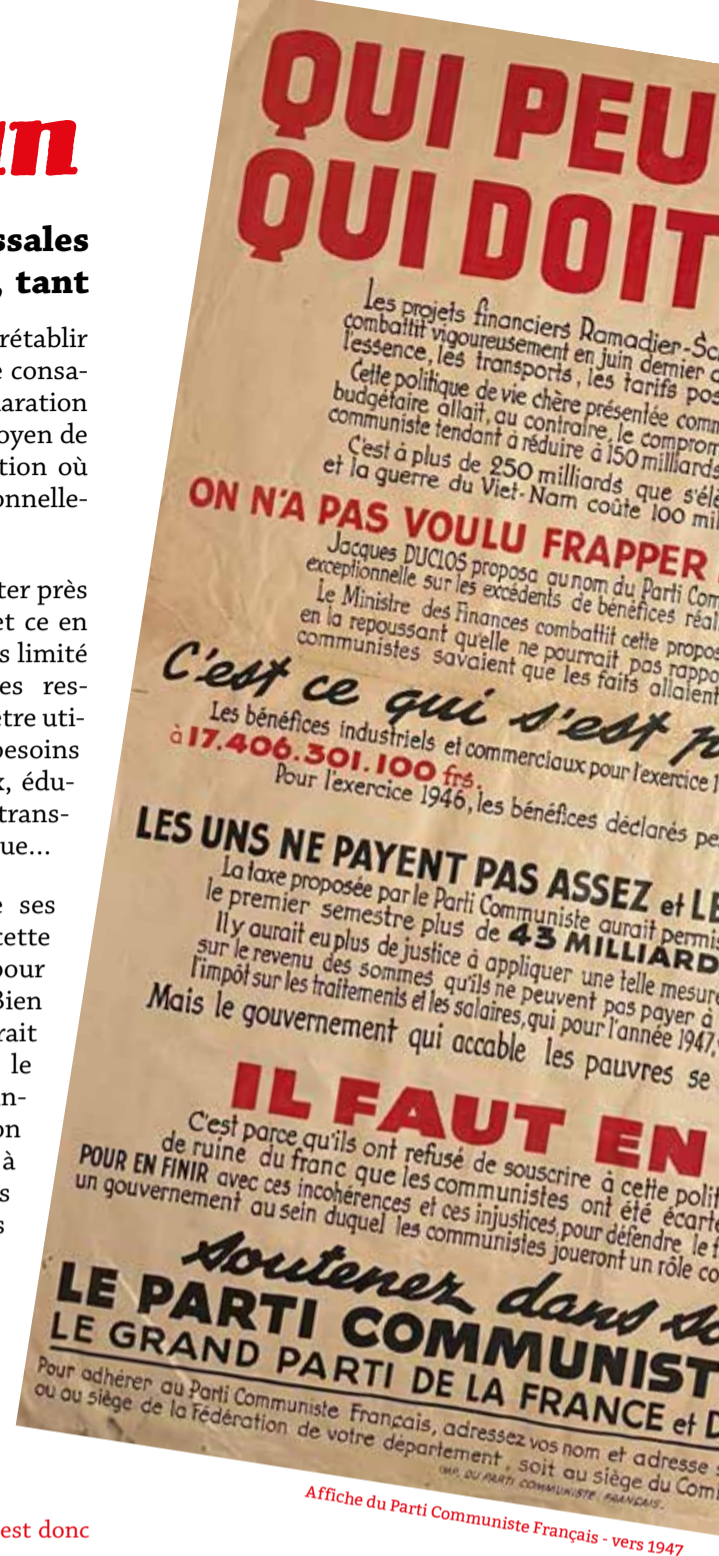
Image de Sébastien Marchal

but recherché. Ce n'est pas une fatalité. Les sénateurs montrent qu'en Espagne, en Allemagne ou en Italie, les aides sont bien conditionnées avec l'obligation de

maintenir l'emploi sous peine de remboursement des aides perçues.

Enfin, ces aides ne sont pas toujours efficaces. Selon les chercheurs du Conseil d'analyse économique et du Centre lillois de recherches sociologiques et économiques, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), mis en place en 2012, a eu des effets très modérés. La création d'un emploi a représenté 100 000 € d'aides, ce qui correspond à l'embauche de près de trois fonctionnaires...

Le rapport est clair et le consensus partagé: certaines aides sont injustifiées et parfois abusives. Alors pourquoi ne pas utiliser cet argent pour financer les services publics? Ou bien d'exiger leur remboursement lorsque les objectifs ne sont pas atteints? Le 26 décembre dernier, sous pression, Michelin a remboursé l'argent perçu pour acheter six machines qui n'ont jamais été utilisées sur le site de la Roche-sur-Yon. Alors, oui c'est possible, allons chercher l'argent où il y en a.



Affiche du Parti Communiste Français - vers 1947

T PAYER? PAYER?

human que le Parti Communiste Français augmentèrent, comme on s'en souvient...
 ne devant permettre de réaliser l'équilibre...
 mettre d'autant plus que la proposition...
 les dépenses militaires fut repoussée...
 event les crédits militaires pour 1947...
 lions par jour.

LES SOCIÉTÉS CAPITALISTES
 muniste Français d'instituer une taxe...
 isés en 1946 par les sociétés capitalistes...
 sition et le socialiste PINEAU déclara tout...
 rier plus de 4 milliards. Mais les...
 leur donner raison.

roduit
 945 déclarés pendant le 1^{er} semestre 1946 se montaient
 ndant le 1^{er} semestre 1947 se montent à
110.656.553.300 frs.

LES AUTRES PAYENT TROP
 s de procurer à l'Etat rien que pour
S SUPPLÉMENTAIRES.
 e qu'a demander au titre de l'impôt
 des travailleurs qui ont déjà payé
 va s'élever à plus de 40 MILLIARDS.
 refuse à faire payer les riches

FINIR
 que d'injustice, de faillite et
 s du gouvernement.
 franc, pour exiger que demain soit constitué
 correspondant à leur influence,

en action
DE FRANÇAIS
DE LA RÉPUBLIQUE

soit au siège de la Section de votre localité
 té Central, 44, rue Le Peletier - Paris 9^e

Ultra-riches du monde entier, unissez-vous... pour payer!

Au Brésil – Lula sort la calculatrice

C'était une promesse de campagne du président Lula, visant à soulager l'imposition des bas revenus (voire à instaurer une exonération totale pour les salaires les plus bas). Pour compenser la baisse de recettes publiques engendrée par cette mesure (27 milliards de réaux brésiliens par an), la réforme prévoit la mise en place d'une taxation progressive minimale sur les plus hauts revenus.

141 000 personnes vont ainsi permettre à 10 millions de personnes de ne pas payer d'impôt sur le revenu.

Au Royaume-Uni – les « non-dom » font leurs valises fiscales

Ce statut permettait depuis plus de deux siècles aux grandes fortunes résidant au Royaume-Uni, mais déclarant un domicile ailleurs, de ne pas être taxées sur leurs revenus étrangers.

L'ambition première de la ministre britannique des Finances travailliste est de les faire contribuer à l'effort budgétaire global. Le gouvernement britannique estime le rendement d'une telle réforme à 3 milliards de livres sterling.

En Suisse – la gauche secoue le coffre-fort

Cette initiative de la Jeunesse socialiste suisse, votée en novembre 2025, proposait d'imposer à 50 % les successions et donations de plus de 50 millions de francs. Ce nouvel impôt aurait permis de financer principalement la politique climatique et sociale de la Suisse.

L'initiative, malheureusement rejetée par le vote de la population, a néanmoins permis à la gauche suisse de faire entendre sa voix sur la question de la justice fiscale dans un pays largement dominé par la droite.

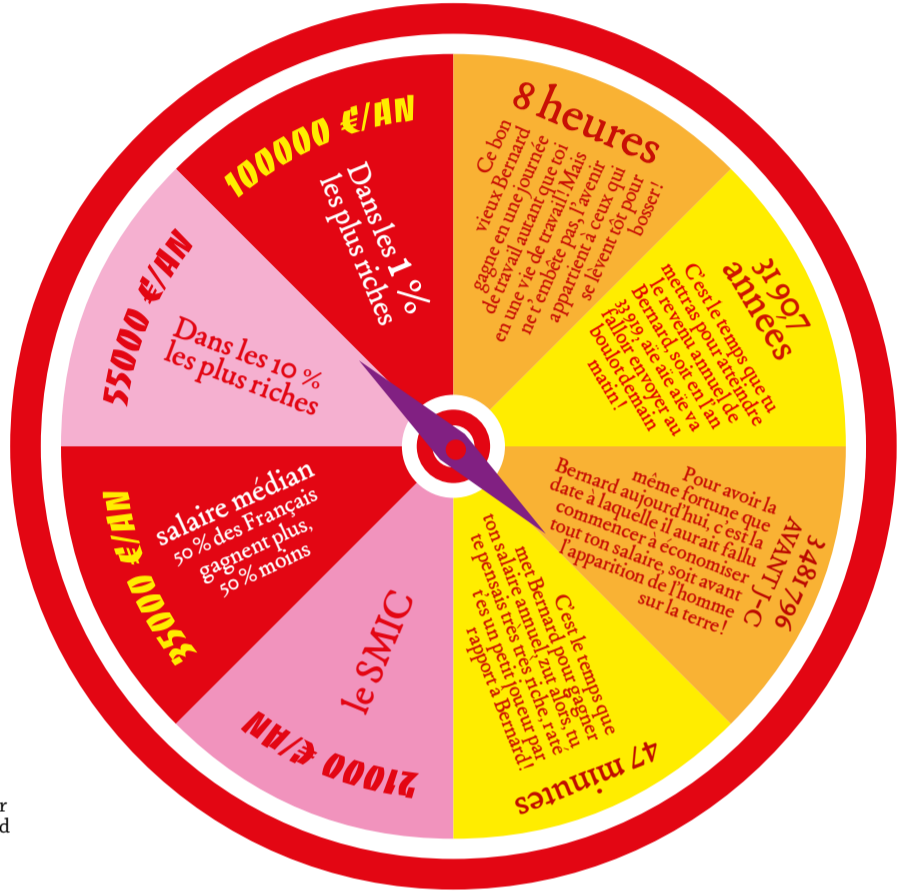
COMPARATEUR DE SALAIRE

À ton avis, combien gagne Bernard Arnault par rapport à ce que tu gagnes? Ou combien de temps faut-il à Bernard pour gagner ton salaire sur une année, sur une vie?

Cette roue des fortunes va te permettre de comparer. Avec une double aiguille centrale improvisée laisse parler le hasard.

Et si tu veux comparer ton salaire brut précis avec les revenus accumulés de Nanard, tu peux aller sur le site de **Mataf.net** et cliquer sur le convertisseur de revenus en unités Bernard Arnault!

(spoiler, Bernard Arnault gagne!)



Si tu bosses pour le groupe LVMH, avec un trombone de ta boîte et un bout de papier, tu peux fabriquer l'aiguille pour cette roue de « l'infortune » et voir combien de fric Bernard se fait avec ta force de travail.

LES PAUVRES C'EST FAIT POUR ÊTRE TRÈS PAUVRES ET LES RICHES TRÈS RICHES!

Louis De Funès (La folie des grandeurs)

Quizz pour les 1% les plus riches

- En 2025, combien de jours ont suffi aux 1 % les plus riches de la population mondiale pour épuiser leur budget carbone annuel ?
 a. 2 jours
 b. 10 jours
 c. 30 jours
- D'après le rapport d'Oxfam publié en 2019, les 1 % les plus riches de la planète ont émis à eux seuls autant de CO2 que :
 a. Un tiers de l'humanité
 b. Deux tiers de l'humanité
 c. 90 % de l'humanité
- Est-il vrai que Bernard Arnault émet 1 200 fois plus d'émissions de CO2 qu'un Français moyen ?
 a. Oui
 b. Non
 c. Il n'a jamais émis de CO2
- À combien d'années d'émissions carbone d'une personne moyenne dans le monde correspond la consommation annuelle des 5 947 tonnes de CO2 d'Elon Musk ?
 a. 135 ans
 b. 652 ans
 c. 834 ans
- Combien de tonnes de CO2 génère en moyenne un lancement de fusée Blue Origin dans l'espace pour 11 minutes de durée ?
 a. 6 tonnes
 b. 93 tonnes
 c. 154 tonnes
- Quel est le bilan carbone annuel moyen d'un habitant en France ?
 a. 2 tonnes de CO2
 b. 5 tonnes de CO2
 c. 9 tonnes de CO2

LA RECHERCHE RAMÈNE SA SCIENCE

PRESSIONS SUR LES BUDGETS PUBLICS, L'EXEMPLE CONCRET DU CNRS

Je suis ingénieur en CDD dans un laboratoire de biologie du CNRS. Créé en 1939, le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) a pour mission de produire et de diffuser des connaissances dans tous les domaines scientifiques : des sciences humaines à la physique fondamentale. Il a largement contribué aux grandes découvertes scientifiques modernes. Pourtant, derrière son prestige international se cache un manque chronique de moyens. Depuis plusieurs décennies, la politique libérale des différents gouvernements, sous couvert de réduction du déficit public, a contribué à la baisse du financement de la recherche, au plus bas depuis 1980 (en % du PIB).

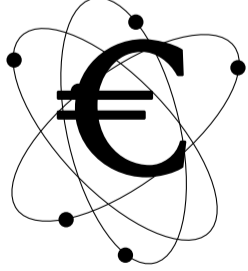
Cette baisse oriente les équipes vers des financements sur projets (ANR, ERC, partenariats). C'est d'ailleurs sur un budget ANR que j'ai été embauché. Les chercheurs consacrent désormais une part considérable de leur temps à monter des dossiers plutôt qu'à travailler scientifiquement : 20 à 30 % pour les chercheurs, jusqu'à 75 % pour les directeurs d'unités. Je remarque chez plusieurs collègues chercheurs une fatigue croissante liée aux charges administratives, qui les empêchent de mobiliser pleinement leurs compétences scientifiques.

Cette logique repose sur deux arguments libéraux : la compétitivité censée stimuler l'excellence et la nécessité de réduire le déficit public.

En réalité, seuls les projets consensuels ou présentant une application immédiate et rentable sont favorisés. La réforme des « Key Labs », labellisant certains laboratoires sur des critères d'« excellence » opaques, rentre parfaitement dans cette optique. Notre laboratoire y figurait et devait bénéficier de financements prioritaires, au détriment d'autres équipes, ce qui a provoqué une forte mobilisation (y compris les laboratoires labélisés) et un moratoire.

Le sous-financement entraîne également précarisation et stagnation des salaires. La proportion de CDD atteint presque 25 % de l'effectif, et les titulaires partant à la retraite ne sont plus remplacés. Je cumule ainsi les contrats depuis quatre ans, sans perspective de stabilisation, et je serai bientôt contraint de partir vers le privé ou l'étranger, comme beaucoup de mes collègues. Cette fuite de compétences fragilise durablement la recherche indépendante et le savoir-faire du pays.

La recherche publique ne peut être pilotée comme une entreprise cherchant une rentabilité à court terme. Défendre le financement du CNRS, c'est défendre une science au service de la société, capable de répondre aux défis sociaux, sanitaires et écologiques, plutôt qu'aux seuls impératifs du marché.



Le champagne est-il meilleur avec des diamants?

Voici la nouvelle trouvaille des ultra-riches pour affirmer leur statut social et asseoir leur domination auprès de leurs pairs : des bouteilles de champagne incrustées de diamants. De Paris à New York, en passant par Saint-Tropez, elles s'arrachent à plusieurs dizaines de milliers d'euros pièce. Elles sont servies avec des bougies étincelantes -les mêmes qui ont causé la mort de 40 personnes à Crans-Montana- par des mannequins hypersexualisées. « Models and bottles » dit-on dans le milieu, comme synonyme de faire la fête. Dominer la meute en s'entourant de femmes répondant aux critères canoniques de beauté. Chasser les adversaires en gaspillant somptueusement son argent à la recherche du prestige et de la gloire. Ces pratiques tribales, que l'on pourrait croire d'un autre temps, sont bien réelles. Elles ont été documentées par la sociologue Ashley Mears, dans son livre Very Important People, qui a parcouru ce monde de la nuit, tout proche de nous, en plein Paris. Allez faire un tour au Raspoutine ou à l'Arc et peut-être, aurez-vous la chance, vous aussi, de les observer. Et si un jour tout l'argent aura été brûlé, vous n'aurez plus qu'à danser!

« Collaborations » : l'histoire bégaie

Tout au long d'une enquête fouillée aussi passionnante que glaçante, le journaliste Laurent Mauduit, dans son dernier livre « Collaborations » examine l'évolution des liens entre les milieux d'affaires et l'extrême droite.

En 2011, Laurence Parisot, alors présidente du MEDEF, dénonce publiquement dans « Un piège bleu Marine », le danger que représente l'extrême droite, pas seulement au niveau économique mais en termes de démocratie. Le point de bascule apparaît en 2024 où pour la première fois et contrairement à 2002, 2017 et 2022, le MEDEF n'appelle pas au barrage républicain : entre le NFP et l'extrême droite, mieux vaut choisir le moindre mal, l'extrême droite dont le programme économique pourrait être amendé. C'est d'ailleurs chose faite puisqu'à la faveur des échanges entre certains grands patrons et les dirigeants du RN, Jordan Bardella a mis de l'eau dans son vin sur les questions de souveraineté et de politique européenne.

Oui, décidément l'histoire bégaie, relève Laurent Mauduit : « le patronat d'aujourd'hui est aussi affolé que le Comité des Forges dans les années 30 et le réflexe de classe est le même, plutôt Hitler que le Front populaire ». On pense aussi immanquablement aux milieux d'affaires allemands, industriels, banquiers et magnat

de la presse qui ont aidé à l'accession d'Hitler au pouvoir, moindre mal face au SPD social-démocrate et au KPD communiste, tous deux rangés sous la menace bolchévique. Hitler en retour les assura de remettre en cause tous les acquis sociaux obtenus par les syndicats suite aux grèves de 1918.

Plus près de nous, dans le 13^e arrondissement industriel des années 40, les dirigeants de Gnome et Rhône, devenue SNECMA, s'empresent non seulement de collaborer en fournissant des milliers de moteurs d'avions et d'hélices à la Wehrmacht, mais aussi, en guise de revanche sur les acquis de 1936 qu'ils n'ont pas digérés, en livrant à la gestapo ou la milice française les résistant-es de leur entreprise.

L'intérêt du livre de Laurent Mauduit, est d'analyser l'évolution du capitalisme depuis les trente glorieuses parallèlement au glissement du patronat vers l'extrême droite : d'un capitalisme d'industrie qui accepte de négocier en fonction du rapport des forces sociales, au capitalisme de

la finance qui promeut l'ultralibéralisme autoritaire, aux patrons de la tech libertariens des États Unis qui ambitionnent de détruire toutes les règles communes en soutenant une extrême droite brutale, raciste, viriliste, piétinant la justice et le droit.

« L'extrême droite ne vient jamais au pouvoir sans que les milieux d'affaires y consentent. » nous dit Laurent Mauduit. Et il conclut : « S'il est de nouveau minuit dans le siècle, alors il faut méditer ces leçons tragiques, faire front commun contre les dangers qui se rapprochent : le fascisme d'un côté et de l'autre, ce nouveau capitalisme libertarien qui s'étend. »

Collaborations, enquête sur l'extrême droite et les milieux d'affaires - Laurent Mauduit - Éditions La découverte.

Laurent Mauduit sera l'invité du RDV du 75, le lundi 16 février à 19h, à la section des communistes de Paris 13, 75 bd Vincent Auriol

Peut-être, qu'habitant le 13^e, vous avez croisé ces affichettes interrogatives en allant acheter vos cadeaux de Noël. Et si vous avez flashé le code qui était imprimé dessus vous avez pu réserver et venir voir ce spectacle-débat proposé par les communistes du 13^e.

Ce spectacle nécessaire retrace, avec humour et émotions, la vie mouvementée d'Ambroise Croizat, ce syndicaliste et militant communiste devenu ministre à la libération, encore trop méconnu des Français-es. « Mais pourquoi il me parle d'une station de bus ? » s'interroge Élisabeth, comédienne et seule en scène, lorsqu'un manifestant lui parle, pour la première fois de cet homme. À partir de cette question, « mais qui est Ambroise Croizat ? » Élisabeth et Amélie (derrière la console) nous racontent, par l'histoire et l'anecdote, le parcours de celui qui a mis en place notre sécurité sociale.

La salle était comble, et le public comblé par cette représentation dont on ressent-es de cet héritage précieux que Croizat nous a laissé et qui est aujourd'hui si malmené par les classes qui nous dirigent.

C'est le constat que Laurence Cohen, ancienne sénatrice communiste et Denis Gravouil, secrétaire confédéral de la CGT ont pu dresser lors du débat qui a suivi. Un constat amer mais suivi d'une détermination, pour l'un comme pour l'autre, a ne pas lâcher l'affaire. La construction par Croizat et les communistes de 1946 n'a pas été une partie de plaisir. La défense et reconstruction de nos droits par les militants de 2026, ne le sera pas plus, mais l'esprit de lutte est le même 80 ans plus tard. Et c'est cette note combative qu'il faudra retenir des échanges avec la salle.

Et si jamais vous êtes enseignant-e, proviseur-e, ou représentant-e de parents d'élèves et que cette période de l'histoire, si brièvement évoquée dans les programmes, vous intéresse, n'hésitez pas à la faire venir dans votre établissement. Le spectacle est conçu pour ça dans sa durée, dans son dispositif et dans son ton accessible et pédagogique.

**Un spectacle d'Amélie Chalmey et Élisabeth Féry
contact@compagnie-alchimie.fr**



IRAN : NI ROI, NI MOLLAH - LE PEUPLE FERA LA LOI

« [...] Un bain de sang sépare désormais la société de l'État. L'opposition de droite, seule force à détenir le monopole des médias et du capital, a trahi le peuple iranien lors du processus visant à faire tomber ce régime. [...] Le peuple ne peut plus tolérer le statu quo. L'État n'a rien d'autre à offrir que la violence et la domination. [...] »

Leila Hosseinzadeh (L'Humanité, 15/01/2026)

« Tous les peuples du monde qui ont combattu pour la liberté ont finalement éteint leurs tyrans. »

Simon Bolivar



Et la sécu elle est à qui ? elle est à nous !

Trois questions sur notre sécurité sociale à Laurence Cohen, ex-sénatrice communiste, vice-présidente de la Commission des affaires sociales

1. Qu'est-ce qui explique que la Sécurité Sociale fasse l'objet d'attaques dès sa création ?

« Chacun paie selon ses moyens et reçoit selon ses besoins » est le principe de base sur lequel elle repose. Créée par un ministre communiste, Ambroise Croizat, au lendemain de la guerre, c'est une véritable avancée révolutionnaire. Mais pour les libéraux de tous horizons, elle représente un pactole de 660 milliards d'euros qui échappe au marché ; il faut donc l'abattre ! Et d'abord, il faut la vider de sa substance, faute de pouvoir la supprimer, car les Français y sont très attachés !

Petit à petit, l'État a pris le contrôle financier de la Sécurité sociale en asséchant le système de cotisations au profit de l'impôt (CSG et TVA) privant les assurés de la maîtrise de LEUR système de santé. Aujourd'hui, 50 % des recettes de la sécu proviennent de l'impôt.

Depuis 1996, chaque année, lors de l'examen de ce qu'on appelle le PLFSS (projet de loi de financement de la Sécurité Sociale), les gouvernements successifs de droite ou de gauche, refusent de créer de nouvelles recettes et réduisent les dépenses, c'est-à-dire les financements qui permettent à chacune et chacun d'avoir accès à des soins de qualité sur l'ensemble du territoire.

2. Qu'en est-il du dernier PLFSS ?

En 2025, ce sont plus de 78 milliards d'euros qui ne sont pas rentrés dans les caisses de la sécu du fait des exonérations de cotisations patronales. Et pour 2026, au nom de ce déficit fabriqué et qui s'aggrave, le gouvernement justifie un budget austéritaire qui prive NOTRE santé de 7 milliards d'euros en continuant à ponctionner les assuré-es sociaux.

C'est ce qui accélère la réduction du remboursement des soins par la couverture maladie obligatoire. Ce sont les fameux restes à charge qui pèsent de plus en plus sur les patient-es. Les malades ont été mis à contribution et continuent de l'être par le déremboursement de nombreux médicaments, la mise en place du forfait hospitalier et des franchises médicales. À ces mesures, il faut ajouter la faiblesse du

remboursement des frais dentaires, des appareils auditifs ou encore des frais d'optique. Sans oublier les dépassements d'honoraires qui représentaient la somme exorbitante de 4,3 milliards d'euros en 2024 !

3. Quelles propositions portent les élus communistes ?

Au Sénat, comme à l'Assemblée Nationale, nous défendons de nombreuses propositions pour une protection sociale de haut niveau en trouvant de nouvelles recettes : l'arrêt des exonérations patronales (80 milliards d'euros dont 5,5 milliards non compensés par l'État), l'augmentation des salaires (1 % d'augmentation = 1 milliard de plus à la sécu), le développement de l'emploi stable (un million de chômeurs en moins, c'est 5 milliards de plus pour l'assurance maladie), l'égalité salariale H/F (6 milliards d'euros minimum d'après la CGT), la taxation des revenus financiers sur la base de la cotisation employeur...

Quand nous célébrons les 80 ans de la sécurité sociale, nous voulons nous appuyer sur ce acquis afin de promouvoir un système de protection sociale du XXI^e siècle, qui réponde aux besoins des assuré-es sociaux quel que soit leur âge ou leur situation.